

Abel SERVIEN



Disparu depuis très longtemps de la mémoire collective des Français, Abel Servien est peut-être l'un des plus grands méconnus du "premier XVIIe siècle". En effet, hormis quelques rares initiés, qui se souvient encore de cet éminent diplomate dont la carrière s'est déroulée tout au long d'une période décisive qui a permis à la France d'accéder, du moins pour un temps, au rang de première puissance européenne que lui disputaient les Habsbourg ?

Après avoir été successivement procureur général du parlement de Grenoble, maître des requêtes à l'Hôtel du roi, puis intendant de justice et police en Guyenne, Abel Servien reçoit dès 1630 la charge prestigieuse de secrétaire d'État à la guerre qu'il assume jusqu'en 1636. Au terme d'une disgrâce prolongée, il revient aux affaires en 1643, à l'appel de Mazarin, pour négocier longuement les fameux traités de Westphalie qui mettent fin, en 1648, à la guerre de Trente Ans. Devenu ministre d'État, il gouverne de facto la France durant la Fronde des princes et l'exil du Cardinal, conjointement avec son neveu Hugues de Lionne et son rival Michel le Tellier. Enfin, il est nommé en 1653 surintendant des finances, fonction qu'il exerce, collégalement avec Nicolas Fouquet, jusqu'à sa mort en 1659.

Ce parcours exemplaire témoigne de l'émergence d'une nouvelle élite politique issue de la robe, et sur laquelle Richelieu, puis Mazarin, prennent appui pour restaurer et affermir une autorité royale violemment contestée, notamment par la grande noblesse.

Parce qu'il a été "la créature" de ces deux cardinaux-ministres exécrés, l'image d'Abel Servien a été délibérément falsifiée, en son temps, par de nombreux pamphlétaires stipendiés par des factions hostiles. Mais face au "Tribunal de l'Histoire", il revient aux Dauphinois d'aujourd'hui d'instruire enfin de manière impartiale la cause de cet homme d'Etat tombé dans un injuste oubli, et qui fut sans aucun doute l'un des plus grands des nôtres.

Les racines biviéroises et les années de formation (1593-1615)

Originaires de La Saône, les Servien se fixent au château de Biviers en 1500, à la suite du mariage de Jean Servien avec la « dame de Biviers », Catherine de Morard d'Arens. Quatre générations de seigneurs de Biviers se succéderont dans ce qui devient le "chateau Servien". Cette dynastie n'a de cesse de consolider sa position par des alliances garantissant la transmission des charges dans les plus hautes institutions de la province.



Château Servien dit Serviantin, à Biviers-la-Grivelière Aquarelle de Marie-Paule Roc (1999)

C'est ainsi que le père d'Abel, Antoine, procureur des États du Dauphiné, épouse en 1582 Diane Bailly, fille de Georges Bailly, conseiller au parlement de Grenoble, et d'Isabeau de Murinais, elle-même très proche des Lionne.

Il n'est donc pas étonnant que la sœur d'Abel, Isabeau, se marie en 1605 avec Artus de Lionne, fils de Sébastien, lui-même contrôleur général des finances. De cette union naîtra Hugues de Lionne (1611 – 1671), futur secrétaire d'Etat des affaires étrangères, négociateur de la paix de Pyrénées (1659), qui apprendra son métier de diplomate dans le sillage de la très longue carrière de son oncle.

Selon la tradition, Abel Servien voit le jour le 1er novembre 1593 au château Servien. Son éducation est sûrement des plus soignées, comme il convient au descendant d'une vieille famille de la noblesse de robe. Elle lui permettra d'occuper rapidement les postes les plus en vue et de tenir plus tard dignement son rang dans le monde des arts et des lettres, notamment à l'Académie française dont il sera le premier membre élu.

Le procureur général du parlement de Grenoble (1616–1624) et les années probatoires (1624–1629)

La nomination d'Abel Servien en août 1616 à la fonction de procureur général du parlement de Grenoble témoigne de sa grande précocité.

Il est appelé l'année suivante à l'Assemblée des Notables convoquée à Rouen par le jeune Louis XIII, qui vient de faire assassiner Concini tout en rejetant la tutelle de sa mère (Marie de Médicis). Ses mérites, reconnus par le monarque, lui valent bientôt le brevet de conseiller du roi en ses conseils d'État et privés.

Puis il partage son temps entre l'exercice de sa judicature et l'exécution de missions de confiance pour le compte du parlement de Grenoble.

En mars 1624, il est nommé maître des requêtes à l'Hôtel du roi. Il quitte alors le Dauphiné pour rejoindre le premier cercle du pouvoir.

Devenu une « créature » de Richelieu qu'il va fidèlement servir pendant douze ans, il effectue des inspections dans le royaume qui le conduiront surtout en Guyenne.

Il y fera preuve de ses qualités d'organisateur et de négociateur. Elles seront suffisamment appréciées de Louis XIII pour qu'il soit nommé, en février 1628, intendant de justice et de police de cette province.

Il rompt alors avec le monde parlementaire dont il est issu pour se dévouer entièrement à la cause de la monarchie, tout en acquérant une large expérience qui ira de la diplomatie aux affaires militaires, et dont le Cardinal ne tardera pas à tirer parti.

Abel Servien en Italie (1629–1633), le secrétaire d'Etat à la guerre (1630–1636)

Dans une Europe des États en gestation, le nord de l'Italie est devenu le maillon faible de la Maison d'Autriche dont les deux branches de Vienne et de Madrid prennent la France en

tenaille. La succession litigieuse du duc de Mantoue donne à notre pays un juste motif d'intervention. Au début de l'année 1629, Abel Servien est appelé à accompagner Louis XIII et Richelieu, qui franchissent les Alpes, forcent le pas de Suse et, dégageant Casale, font éclater l'alliance de circonstance entre le Habsbourg de Madrid et le duc de Savoie.

Après le retour en France du roi et du Cardinal, il se voit confier le soin d'engager de longs pourparlers à Turin. L'occasion lui est alors donnée de rencontrer le jeune Mazarin, de nouer avec lui une amitié durable et de l'introduire, deux ans plus tard, auprès de Richelieu.

Entre-temps, les hostilités ayant repris, Abel Servien est nommé intendant de justice, police et finances de l'armée d'Italie. Puis, après la prise de Pignerol en mars 1630, il cumule cette fonction avec celle de président de la justice souveraine de cette place forte. Après avoir été victime d'une grave épidémie de peste, il exerce temporairement la fonction d'intendant de l'armée en Dauphiné.

En juin 1630, il est nommé premier président du parlement de Bordeaux. Mais il renonce aussitôt à cette charge en lui préférant le secrétariat d'État à la guerre que Louis XIII lui propose et qui lui sera dévolu en décembre 1630.

C'est donc en qualité de secrétaire d'État que, de retour en Italie, il négocie au côté de Toiras les deux traités de Cherasco, le premier (6 avril 1631) avec le duc de Savoie et le second (19 juin 1631), avec le Habsbourg de Vienne. Ces deux traités stipulent notamment la cession de Pignerol à la France, ainsi que la prise de possession par Charles de Gonzagues du duché de Mantoue et du marquisat de Montferrat.

Il restera à Turin jusqu'en février 1633 pour en surveiller la bonne application, avant de revenir assumer pleinement ses fonctions de secrétaire d'État dans une France déchirée entre le « parti dévot » favorable à l'Espagne et le parti des « bons Français » sur lequel s'appuie Richelieu.

De la disgrâce à l'exil (1636–1643)

Dès son retour à Paris, Abel Servien prépare l'entrée en « guerre ouverte » de la France contre la Maison d'Autriche. En effet, pour faire obstacle aux visées hégémoniques des Habsbourg, Richelieu a décidé d'intervenir directement dans le conflit qui déchire l'Europe centrale depuis 1618.



Abel Servien de BoisDauphin (1593-1659) , diplômé inscription au dos : chevalier et marquis de Sablé et de Château Neuf, comte de Laroche des Aubiers, baron de Meudon, Sénéchal d'Anjou, conseiller ministre secrétaire d'Etat, Surintendant des finances, chancelier du Roi Musée de Versailles (Château et Trianon)

Le 13 mars 1634, il est admis à l'Académie française alors tout nouvellement créée et dont il est le premier élu.

La déclaration de guerre contre l'Espagne est signée par Louis XIII et Servien le 6 juin 1635. Au début des hostilités, la France, dont les caisses sont vides, essuie de graves revers, alors que,

face aux troupes aguerries de la coalition adverse, elle ne peut leur opposer qu'une armée inexpérimentée, mal équipée et mal commandée.

Le secrétaire d'État à la guerre s'attire le vif ressentiment de personnages aussi influents que Chavigny (secrétaire d'État aux affaires étrangères) et Bullion (surintendant des finances) qui lui font grief d'empiéter sur leurs prérogatives. Jaloux de ses succès en Italie, le père Joseph le taxe d'incompétence et l'accuse de gaspillage, tout en lui imputant les mauvais résultats de la campagne de 1635.

Pour ne pas indisposer Louis XIII qui s'est laissé circonvenir par Bullion, Richelieu sacrifie Servien à l'avantage du surintendant et l'invite à se retirer à Angers « son éloignement de la Cour n'étant pas pour avoir desservi ni le roi ni l'État ».

Les sept années qu'Abel passera en Anjou seront « dépourvues des amertumes de l'exil ». Mais, lassé d'alimenter la chronique par ses aventures galantes, il décidera d'épouser, en janvier 1641, Augustine Le Roux, d'une famille de vieille noblesse angevine, avant d'être rappelé aux affaires en 1643 par son ami Mazarin qu'Anne d'Autriche a choisi comme premier ministre, après la mort de Richelieu et de Louis XIII.

La négociation des traités de Westphalie (1644–1648)

Sitôt revenu à la Cour, Servien est nommé, avec d'Avaux, plénipotentiaire pour « traiter l'affaire la plus grande et la plus importante que ce siècle eût vue », à savoir mettre un terme à ce qu'on appellera bientôt la guerre de Trente Ans.

Il est prévu que les négociations se tiendront en Westphalie, dans les villes de Münster où se réuniront les catholiques, et d'Osnabrück où débattront les protestants et l'empereur. Avant de gagner Münster, Servien et d'Avaux font étape à La Haye pour négocier l'engagement des Provinces-Unies de ne pas conclure de paix séparée avec l'Espagne. Les véritables pourparlers ne pourront débuter qu'en avril 1644 et seront marqués d'emblée par la fameuse querelle entre les deux plénipotentiaires.

Si l'incompatibilité de caractère des deux protagonistes n'y est pas étrangère, elle est avant tout d'ordre politique et traduit l'existence de deux visions inconciliables de l'équilibre européen, l'une (défendue par d'Avaux) favorable aux intérêts de l'Église et l'autre (défendue par Servien) visant à l'abaissement de la Maison d'Autriche par le moyen d'alliances protestante.

Il apparaît rapidement que Servien a pris le pas sur d'Avaux qui est rappelé en France en mars 1648. De sorte qu'après avoir été élevé au rang de ministre d'État, il reste seul pour poursuivre et conclure les négociations que les parties adverses s'accusent mutuellement de faire traîner en longueur. Le succès de nos armes y mit finalement un terme, en contraignant les plénipotentiaires de l'Empire germanique à signer, le 24 octobre 1648, les fameux « traités de Westphalie » qui décideront, pour près d'un siècle et demi, du sort de l'Europe.



Les années terribles (1649–1653)

Abel Servien rejoint la Cour, repliée à Saint-Germain, en avril 1649, à la fin (provisoire) de la Fronde parlementaire. Il participe, dès son retour, au Conseil d'En Haut où le souverain (ou son représentant) débat avec les princes du sang des grandes affaires du royaume. Son intérêt lui commande de rester au côté de Mazarin et rejoint son souci de voir rétablie l'autorité du monarque.



Louis XIV, au lendemain de son sacre, reçoit le serment de son frère Monsieur, duc d'Anjou, comme chevalier de l'Ordre du Saint-Esprit à Reims, le 8 juin 1654. Abel Servien, chancelier de l'ordre, est à la droite du Roi. (Philippe de Champaigne, musée de Grenoble)

Avec Lionne et Le Tellier, il assure la continuité d'un pouvoir royal contesté, à l'exception d'une brève période (juillet 1651 – janvier 1652) où il doit reprendre le chemin de l'exil à la demande d'Anne d'Autriche « sur les instances qui lui ont été faites de la part de son cousin, le prince de Condé... comme une chose qu'il désirait pour sa sûreté ».

Tout au long de ces années noires qui ont détruit un ordre ancien, le ministre d'État s'affirmera comme l'un des principaux, sinon comme le premier anti-Frondeur. Il sera enfin le grand artisan du retour pacifique à Paris du jeune Louis XIV et de sa mère, le 21 octobre 1652.

La surintendance des finances (1653–1659)

Dès qu'il regagne la capitale (février 1653), Mazarin nomme Abel Servien surintendant des finances, conjointement avec Nicolas Fouquet dont il est de vingt-deux ans l'aîné. Les deux surintendants sont aussitôt confrontés à une situation financière catastrophique, qui résulte avant tout de l'importance des dépenses liées à la poursuite de la guerre contre l'Espagne.

Rien n'y a préparé le besogneux Servien, alors que le Cardinal ne tarde pas à réaliser que Fouquet est l'homme de la situation. De sorte qu'aux termes d'un règlement en date du 24 décembre 1654, les dépenses incomberont au ministre d'État et les recettes à son jeune alter ego.

Appartenant désormais au cercle très étroit des plus grands personnages de l'État, Abel Servien se résout à l'amputation progressive de ses attributions financières. Cependant, Mazarin l'accueille, avec le chancelier Séguier, au sein d'une sorte de ministère étroit, et ne se prive pas de ses bons conseils pour atteindre l'objectif majeur qui demeure le sien, et qui est d'isoler l'Espagne pour la contraindre à traiter.



ABEL SERVIEN
ESTRE ABEL DE SERVIEN MARQUIS DE SARRE AMBASSADEUR
ORDINAIRE POUR LA PAIX GÉNÉRALE MINISTRE D'ÉTAT
CHANCELIER DES ORDRES DE SA MAJESTÉ ET INTENDANT DE
DES FINANCES MORT LE 16 FÉVRIER 1653 ÂGE DE 67 ANS ET
9 MOIS ET DEMY

La quête du prestige

Tout au long d'une carrière fertile en avatars, Abel Servien n'aura de cesse d'accumuler charges et honneurs. Il entend également disposer, près de la capitale, d'une résidence dont la splendeur témoigne de son rang. Le château de Meudon (qui n'existe plus) y pourvoit, où il fait entreprendre, à partir de 1655 après s'être défait de tous ses biens en Dauphiné, des travaux colossaux dont l'immense terrasse garde encore le témoignage.



Château de Meudon, tel qu'il était en 1654, quand Abel Vivien l'acquiert des Guise. Gravure à l'eau-forte d'Israël Silvestre

En 1658, le mariage de sa fille Marie-Antoinette avec Maximilien-François de Béthune, futur duc de Sully et pair de France lui apporte une ultime consécration. Célébré le 1er octobre dans la chapelle du château, il est suivi d'une fête splendide qui réunit la Cour au grand complet.

Quelques mois plus tard, le 17 février 1659, Abel Servien meurt à Meudon de la maladie de la pierre. Il sera inhumé auprès de son épouse (décédée en 1652) dans la « chapelle Servien » du sanctuaire marial de Notre-Dame des Ardilliers, près de Saumur.



Notre-Dame des Ardilliers, près de Saumur

Bien qu'il laisse à ses héritiers un patrimoine de l'ordre de 2 300 000 livres, l'opinion publique gardera de l'enfant de Biviers l'image d'un serviteur de l'État « dont l'esprit était plus grand que sa fortune ».

Nous y verrons le témoignage de l'intégrité de celui qui « fut pendant près de trente ans l'un des plus intrépides défenseurs des intérêts du roi et de ceux de la France ».